

ouvrier belge, ou la C. G. T. en France, nous retrouverons les mêmes directives que celles qui ont été appliquées en Italie.

C'est sur un autre terrain que nous retrouvons les éléments spécifiques au fascisme : celui qui concerne la situation qui est faite à la classe ouvrière. Ici aussi il faut toutefois ne pas s'y méprendre, car il n'existe nullement d'opposition organique entre la manœuvre d'un Etat démocratique et celle d'un Etat fasciste. L'un et l'autre doivent anéantir la force, la cohésion et même l'existence d'une avant-garde prolétarienne. Seulement ils y arriveront par un procédé différent. Ce qui change profondément c'est la condition dans laquelle la classe ouvrière se trouvera pour féconder son parti de classe qui la conduira à la victoire révolutionnaire. A l'un des récents Congrès des Trade-Union, nous avons vu, par exemple, se dessiner une tendance pour l'économie corporative se basant sur des considérations analogues à celles que défendra le professeur Spirito de la gauche fasciste. Et, en Belgique, le père du Plan, l'actuel ministre de la Résorption du chômage, M. de Man écrira que l'opposition socialiste à la « Corporation » doit porter sur la défiguration qu'en a fait le fascisme, alors qu'elle peut absolument devenir nécessaire pour la rénovation et la reconstruction économiques. Nous traiterons par après le problème de la transformation en parti de notre fraction, et mettrons alors en évidence les caractéristiques de la situation que traverse actuellement la classe ouvrière en Italie. Nous voulons seulement préciser ici notre opinion au sujet des organisations syndicales fascistes. Par analogie avec les organisations créées par le tsarisme, l'on a considéré la possibilité de développer au sein de ces organisations un travail de noyautage et de destruction de l'intérieur, lequel aurait pu aboutir à en faire des organismes de défense (soit même circonstanciellement) des intérêts ouvriers. Cette question se rattache à une divergence qui opposa notre courant au centrisme au 3e Congrès du Parti Italien. A ce moment, en correspondance avec l'attitude toujours tenue par le parti, nous défendîmes la nécessité d'opposer la formule du « syndicat rouge » au « syndicat tricolore », en mettant bien en évidence que toute possibilité de défense des intérêts — mêmes les plus minimes des ouvriers — ne pouvait être obtenue que par une orientation des masses, pour quitter les organisations fascistes et reconstruire leurs organisations de classe. Pour ce qui est des syndicats fascistes, nous mettions en lumière leur fonction réelle, à savoir que dans chaque conflit le syndicat fasciste intervenait immédiatement pour canaliser la réaction ouvrière vers un arbitrage ayant été décidé par ses organes dirigeants en liaison stricte avec tout l'appareil

de l'Etat. A un certain point de vue ces syndicats avaient donc pour fonction d'emprisonner la lutte de classe et pouvaient y arriver justement parce que dans toute manifestation de la vie de ces organisations, l'essentiel était représenté par le milicien fasciste pouvant brandir la menace du Tribunal Spécial contre les ouvriers osant refuser la décision arbitrale de la direction du syndicat, des organes préfectoraux, de la magistrature du Travail. En réalité, il était donc absolument absurde de considérer qu'au sein des organismes fascistes où pullulaient les ennemis, il aurait été possible de développer une lutte clandestine exposant les militants et les ouvriers aux pires attaques de la répression. D'autre part, l'affirmation suivant laquelle il était plus facile de mener une action à l'intérieur et sous le couvert des syndicats fascistes, plutôt que de passer à la reconstruction des syndicats de classe, revient à considérer possible l'absurdité d'une reconstruction des bases de classe du mouvement sous la protection des fascistes eux-mêmes. En réalité, dans la situation actuelle, un plan de reconstruction rectiligne des syndicats de classe est aussi fantaisiste, envisagée en fonction d'une opposition au sein des organismes fascistes, qu'au travers d'une propagande ouverte de l'extérieur. Le prolétariat italien parviendra à reconstruire ses organisations seulement en fonction de sa lutte révolutionnaire pour l'abattement de l'Etat capitaliste lui-même : une évolution pacifique du fascisme vers sa démocratisation, ou vers sa succession, par un gouvernement démocratique étant exclues. Si un pareil gouvernement devait resurgir en Italie, ce serait uniquement au feu des luttes révolutionnaires déjà livrées par le prolétariat et il représenterait une nouvelle rançon que les ouvriers devraient payer à la contre-révolution pour ne pas avoir su forger le parti : le guide de la révolution alors que les conditions pour la victoire avaient mûri. Les syndicats fasciste obéissent dans leur évolution à la logique qui devait en faire des « prisons des masses ». Lors de la fondation de la Confédération Syndicale fasciste, en 1922, ils proclamèrent le principe de la collaboration de classe; puis l'accord de Palais Chigi, d'août 1923, où le patronat établit le principe de ses rapports avec eux, puis l'accord Vidoni, d'octobre 1925, où l'entente fut établie pour exclure toutes les autres organisations syndicales non légales; puis les lois exceptionnelles de 1926, la Charte du Travail d'avril 1927; jusqu'au Conseil Corporatif de mars 1930 et la Constitution des Corporations en 1935. Chacune de ces phases représente un moment avancé de la conversion de la société vers le fascisme, un moment du refoulement des possibilités de lutte de la classe ouvrière. Pour ce qui est des Corporations et des

possibilités de modifications structurelles et révolutionnaires (1) qui en auraient pu surgir il n'y a que les fanfarons antifascistes qui aient pu escompter un débordement de la gauche fasciste des limites que Mussolini et le capitalisme lui avait assignée. Enfin pour l'essentiel, à savoir la fonction consultative dans l'examen de certains problèmes économiques de la corporation, cela ne représente rien de bien nouveau par rapport au Conseil Economique fonctionnant en France, par exemple. Pour ce qui est de toute l'idéologie démagogique dont le « régime corporatif » était accompagné, les limites du capitalisme étaient bien fixées d'avance : il s'agissait de lancer de nouveaux diversifs, de permettre à des charlatans fascistes d'échafauder des plans pour détourner l'attention des problèmes terribles de la situation et de laisser aux constructeurs antifascistes de plans et de révolutions, la possibilité de dessiner la mille et unième perspective d'écroulement du fascisme qui serait miné par la force des idées qu'il aurait mises en mouvement. Seule l'attaque révolutionnaire du prolétariat pourra anéantir, dans la personne du fascisme, le capitalisme italien.

Le problème de la transformation de notre fraction en parti ne peut être considéré qu'en fonction de la double évolution du capitalisme italien, de son régime et du mouvement prolétarien de ce pays en rapport avec la lutte de la classe ouvrière mondiale.

Nous avons indiqué les conditions particulières de la formation de l'Etat capitaliste en Italie : à un certain point de vue, une analogie est possible avec la formation de la bourgeoisie anglaise et allemande, alors qu'il existe plutôt une opposition entre sa constitution et celle de la bourgeoisie française. De même qu'en Angleterre et qu'en Allemagne, le capitalisme italien put passer à la fondation de son Etat bien avant que les contrastes propres à la société féodale arrivent à maturité. Les bouleversements économiques dans les campagnes — aussi bien qu'au point de vue idéologique les mouvements de la Réforme — ne compliqueront pas le processus de la formation de la bourgeoisie qui pourra ensuite, du fait de la maîtrise de l'Etat, les discipliner et les orienter vers la consolidation de sa domination. Il en avait été tout autrement en France, ce qui explique d'ailleurs le fait qu'ici c'est au cours de l'usurpation des mouvements révolutionnaires que la bourgeoisie prendra le pouvoir, alors qu'en Italie, en Allemagne, c'est au travers de guerres contre les puissances étrangères que se formera l'Etat capitaliste. Mais la bourgeoisie italienne ne pourra se prévaloir de conditions géologiques favorables (Allemagne), son sol étant extrêmement pauvre en matières

premières et la houille blanche ne pouvant acquérir une valeur productive, adéquate à son importance, qu'à la condition de pouvoir se combiner avec les autres matières premières indispensables à la fondation d'une grande industrie lourde. Le piétinement, dans ces dernières années, des entreprises électriques prouve l'impossibilité pour le capitalisme italien d'exploiter à fond — dans les limites de ses frontières — la seule matière première qu'il possède et dont évidemment il ne peut faire un objet d'exportation. Par rapport à l'Angleterre, l'Italie présentera une infériorité manifeste qui résidera dans le manque absolu de colonies — ceci dépendant de son arrivée tardive dans la courbe de la formation des Etats capitalistes européens.

L'élément positif (formation de l'Etat avant que les contrastes de la société précédente explosent) explique pourquoi le capitalisme arrivera à pénétrer au sein du parti socialiste qui, jusqu'en 1912, stagnera dans une polémique opposant réformistes et intransigeants en lutte pour des questions exclusivement électorales sans pouvoir atteindre une hauteur de divergences théoriques analogue aux débats en Russie et en Allemagne. L'élément négatif (manque de matières premières et de colonies) expliquera le rôle tout à fait secondaire que jouera l'Italie au sein des constellations impérialistes soit avant la guerre qu'au cours de la guerre elle-même. D'autre part, ses conditions d'infériorité économique manifestes expliqueront pourquoi la manœuvre de Giolitti n'arrivera pas à englober les masses travailleuses dans leur ensemble, et le fait que le parti socialiste ne pourra établir son influence, avant la guerre, sur toutes les couches d'ouvriers et paysans. La fraction la plus exploitée de ces derniers se révoltera contre le parti socialiste et s'orientera vers le syndicalisme, donc vers une direction qui n'est pas susceptible de devenir une menace pour l'Etat capitaliste.

Dans l'immédiat après guerre, ces éléments contrastants de l'évolution de la société capitaliste et du prolétariat italien, éclateront dans toute leur ampleur en conséquence, également, de la fébrile activité industrielle, de ses répercussions, pendant la guerre elle-même. D'un côté, le prolétariat passera aux formes les plus extrêmes de la lutte révolutionnaire; d'un autre côté, le parti socialiste exprimera ses premiers balbutiements sur les questions théoriques et sur les questions essentielles de la conquête du pouvoir lorsque la situation pose déjà les problèmes suprêmes de la lutte révolutionnaire.

Ces précédents historiques donnent à la scission de Livourne sa signification réelle : le prolétariat italien fonde enfin, après des dizaines d'années de luttes terribles, son parti de classe.